

Pour bien coopérer la géographie rurale doit être avant tout : une géographie

Robert Chapuis

2010 – Colloque de Caen 18/19 mai 2010 - Campagnes, géographie(s) rurale(s), sciences sociales et agronomiques

2013 - Enquêtes rurales n°14

Résumé : La géographie rurale n'est pas une discipline autonome : elle utilise les mêmes méthodes, concepts et outils que la géographie humaine ; elle reflète toutes les sensibilités géographiques. L'espace rural existe toutefois, même si sa « citadinisation » s'accélère, et il est possible d'en fixer des limites, à condition d'en donner une définition relative par rapport à l'espace global et en s'appuyant sur des critères de densité, de paysage et d'occupation agricole. Certains géographes peuvent donc se dire ruraux, en ce sens que l'espace rural reste un objet de recherche original qui pose avec plus d'acuité qu'ailleurs certains problèmes environnementaux, démographiques, d'accessibilité, etc.

Mots clés : géographie ruraliste, géographie rurale, zone rurale

Abstract Rural geography doesn't exist, but ...

The rural geography is not an autonomous discipline: it uses the same methods, concepts and tools that the human geography; it reflects all the geographical sensitivities. The rural areas exist however, even if its "citadinisation" accelerates, and it is possible to fix limits of them, with the proviso of giving of it a relative definition compared to total space and while being based on criteria of density, landscape and agricultural occupation. Certain geographers can thus be rural, in the sense that the rural areas remain an original object of research which poses with more acuity than elsewhere certain environmental problems, demographic, of accessibility, etc.

Key-words : ruralist geographer, rural geography, rural area

Selon l'appel à communication « l'approche interdisciplinaire impose à chaque science sociale de se définir parmi ses partenaires par ses angles d'étude, ses méthodes et ses concepts ». Une première question se pose donc : la géographie rurale est-elle une science ou du moins, une discipline scientifique à part entière à l'intérieur de la géographie ? Sinon, qu'est-ce qui peut faire sa raison d'être ? Et à quelles conditions peut-elle s'intégrer dans une recherche interdisciplinaire ?

Le statut de la géographie rurale : un questionnement ancien ?

L'interrogation sur le statut de la géographie rurale ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1984, dans *Les concepts de la géographie humaine* (in Bailly et al. p. 110), je

m'interrogeais ainsi : « existe-t-il encore une géographie rurale ? ». Et je répondais alors prudemment : « oui, il y a une géographie rurale puisqu'il y a un espace rural... », et j'ajoutais ensuite : « mais qu'est-ce alors que l'espace rural ? Cette fois la réponse est plus difficile à donner, puisque les définitions varient d'un pays à l'autre et même, en France, d'une administration à l'autre ; et la situation se complique depuis que la rurbanisation est en route » (in *Bailly et al., 1984, p. 110*). En somme, « je bottais en touche », mais sans pour autant éluder les vraies questions : « existe-t-il un corps de techniques, de méthodes et de concepts propres à la géographie rurale ou, au moins, un certain consensus, chez les géographes ruraux sur ces problèmes ? Y a-t-il actuellement la possibilité d'une interprétation cohérente de l'espace rural à l'image de celle que les géographes peuvent dès à présent donner de l'espace urbain ? Sinon est-ce parce que l'analyse de l'espace rural n'a pas été poussée jusqu'ici assez loin ou est-ce parce que l'espace rural est fondamentalement diversifié et ressortirait donc d'analyses elles-mêmes diversifiées ? » (in *Bailly et al., 1984, p. 110*). Mais je me gardais bien de répondre !

Je ne suis évidemment pas le seul alors à me poser ces questions. En 1986, G. Sautter estime que « la géographie rurale est en crise », notamment parce que « l'espace rural ne peut plus être considéré comme un objet de recherche qui donnerait sa spécificité à la géographie rurale, mais comme un projet de recherche, un compartiment de recherche ». L'année suivante, B. Kayser affirme sans hésitation : « l'expression même de géographie rurale a perdu toute sa signification, tant les apports des géographes sont hétérogènes (...), divers (...). La géographie rurale n'a aucun corps théorique (...). Elle n'existe pas. Mais il existe des géographes qui travaillent en milieu rural » (*Kayser, 1987, p. 304*).

En 1991, reprenant la citation de B. Kayser, je conclus : « sans aller jusque là, les géographes ruraux s'accordent à dire que le milieu rural ne peut évidemment plus être étudié comme un univers clos mais qu'il doit l'être dans ses rapports avec le système environnant, national ou international » (in *Bailly et al., 1991, p. 123*). Et J. Bonnamour confirme, en 1993, qu'une approche rurale doit être « de plus en plus intégrée à une géographie globale » (*Bonnamour, 1993, p.3*). Aujourd'hui, que peut-on en dire ?

La géographie rurale : une discipline ou un compartiment de recherche ?

Pour être une véritable discipline, la géographie rurale devrait utiliser un corpus original de concepts, de méthodes et de techniques. Est-ce le cas ? On peut répondre par la négative.

En effet, les géographes ruraux utilisent les mêmes concepts fondamentaux que leurs autres collègues : « espace, lieu, territoire, réseau, situation, champ, interaction spatiale, gravitation, distance, étendue, ressource, milieu » (*Brunet, Ferras, Théry, 1992, p. 111*), auxquels on peut ajouter : espacement, diffusion, système spatial, structure spatiale, fonctionnement spatial, hiérarchie, centre/périphérie, flux,

stratégie spatiale, identité spatiale, représentation spatiale, perception spatiale, imaginaire spatial, comportement spatial, espace de vie, espace vécu, paysage, patrimoine, etc.

Les géographes ruraux emploient également les mêmes méthodes, c'est-à-dire les mêmes ensembles de principes et de normes qui permettent de sélectionner et de coordonner les techniques en vue d'atteindre des objectifs de recherche. Ils privilégient plutôt des méthodes inductives, c'est-à-dire que, à partir d'études de cas concrets, ils font apparaître les caractéristiques communes d'un espace, ses régularités, ses logiques spatiales. Certains d'entre eux utilisent aussi des méthodes déductives : on met au point un modèle dont on vérifie ensuite la validité et l'on mesure les écarts entre la réalité et le modèle, ces écarts étant d'ailleurs tout aussi intéressants que le modèle lui-même puisqu'ils décrivent justement les particularités d'un lieu.

Les géographes ruraux manient enfin les mêmes techniques. Ils pratiquent certes plus que d'autres l'enquête de terrain, mais les géographes urbains l'utilisent aussi et l'ont même systématisée précocement en menant des enquêtes par questionnaire et par sondage. Comme d'autres, les géographes ruralistes produisent des cartes, ils analysent des paysages à l'aide des photographies aériennes, des images satellitaires ou des photographies au sol, comme l'illustre *l'Atlas des paysages de France* de P. Brunet. S'ils se sont longtemps contentés d'outils statistiques de base (moyenne, indice), ils ont, depuis les années 1970, complété leur panoplie par la batterie des statistiques pratiquées ailleurs : analyses factorielles (AFC, ACP), classifications (ascendante, hiérarchique) etc. (*Chapuis, Brossard, 1986*). Ils pratiquent également les modèles graphiques, les graphes sagittaux, etc.

La géographie rurale : une sensibilité géographique particulière ?

La cohérence de la géographie rurale lui viendrait-elle d'une appartenance à « une école » ou du moins à une sensibilité géographique spécifique ? Ici aussi la réponse est négative. Quelques exemples. La géographie rurale est traversée par l'analyse spatiale, c'est-à-dire la recherche de règles générales de l'organisation de l'espace, de modèles. Explicitement ou implicitement, elle fait apparaître des structures, des fonctionnements, des dynamiques de l'espace. Par exemple, F. Auriac a montré l'intérêt de l'analyse systémique en géographie rurale, en analysant comment le vignoble languedocien s'est organisé en un système économique qui structure l'espace et qui, tout en se modifiant, garde sa cohérence globale dans le temps (*Auriac, 1983*).

Des géographes ruraux se reconnaissent également dans ce que j'appellerai pour simplifier, la géographie environnementale ou écologique. Pratiquée empiriquement par la géographie « classique », contestée par les « nouvelles géographies » apparues depuis les années 1970, puis plus ou moins oubliée ensuite, elle est redevenue centrale avec la percée de l'écologie scientifique, puis politique.

Elle a trouvé une solide base théorique avec une notion imaginée par un ruraliste, G. Bertrand, celle de « géosystème », qui est un écosystème incluant les sociétés (Bertrand, 1975). Elle dépasse, mais également englobe, toute une partie de la géographie rurale, comme en fait foi, par exemple, l'article de J.P. Charvet *Agriculture et développement durable* dans un ouvrage récent (Veyret dir., 2007)

La géographie rurale est traversée aussi par la géographie sociale (au sens étroit du terme puisque toute géographie est sociale) qui vise à « décrire et expliquer les aspects de la vie en société qui contribuent à la différenciation du monde et à l'organisation de l'espace (Claval, 1998, p. 101). A l'évidence, cette géographie sociale traverse en profondeur la géographie rurale, notamment celle des universités de la France de l'Ouest qui s'en sont fait une spécialité. De récentes parutions, comme le numéro d'Enquêtes rurales sur le thème *Société, pouvoirs et politique dans les campagnes* (Bermond, Viret dir., 2007), l'ouvrage dirigé par Y. Jean, *Géographies de l'école rurale* (2007) ou celui de Y. Le Caro sur *Les loisirs en espace agricole* (2007) montrent que cette veine est loin d'être épuisée.

La géographie rurale est enfin touchée par la géographie culturelle. Celle-ci se préoccupe de cette « face cachée de l'espace géographique », l'affectivité, considérée comme un « déterminant géographique » (Bavoux, 2002, p. 147) ; elle veut remettre l'homme, l'individu, au centre de sa recherche. Elle s'intéresse au comportement des hommes, à leur espace de vie, à leur « mode d'habiter », aux représentations qu'ils se font des territoires et aux significations qu'ils leur donnent. Ces recherches traversent évidemment la géographie rurale. Rappelons que c'est un géographe ruraliste, A. Frémont, qui a introduit en France la notion d'espace de vie, cadre familier de la vie quotidienne, et d'espace vécu, perception que l'on a de cet espace à travers ses sentiments, ses savoirs, ses valeurs, son passé et ses projets (Frémont, 1976). Ici encore les universités de l'Ouest restent en pointe dans cette recherche, un numéro récent de la revue *Norois* ne titre-il pas *Patrimoine, culture et construction identitaire dans les territoires ruraux ?* (Jousseau, David, 2007)

Que reste-t-il alors de la géographie rurale ? L'essentiel : un compartiment de la recherche géographique qui dispose d'un objet, l'espace rural, et des chercheurs qui s'intéressent à cet objet, les géographes ruraux !

L'existence de l'espace rural : une question incongrue ?

Selon l'appel à communication du colloque, la géographie rurale n'aurait plus un terrain d'étude spécifique avec « l'essor des campagnes multifonctionnelles (qui) a fait voler en éclats les repères d'une catégorie spatiale bien établie, celle « d'espace rural ». La question de l'existence d'un espace rural n'est pas nouvelle non plus. Dès 1959, le sociologue H. Mendras affirme : « pas de discontinuité entre la métropole, la grande ville, la petite ville, le bourg et le village », donc pas d'espace spécifiquement rural. Aujourd'hui la multiplication des formes de mobilité, du moins dans les pays les plus développés, semble tendre à homogénéiser le territoire et donc à faire

disparaître l'opposition traditionnelle entre ville et campagne, notamment dans l'espace périurbanisé. En outre, la « désagricolisation » rend les agriculteurs de plus en plus marginaux dans les campagnes, du moins en terme de poids démographique. L'exemple le plus démonstratif de cette difficulté à séparer rural et urbain est donné par l'Insee qui court depuis des décennies après une définition de la campagne, annexant successivement à l'espace urbanisé, la banlieue en 1954, les Zpiu en 1962 et les communes périurbaines en 1990. J'ai moi-même avancé l'hypothèse d'une « citadinisation » des campagnes et j'ai terminé mon livre sur le Doubs par cette boutade : « il n'y aura bientôt plus que des citadins vivant à la campagne ! » (*Chapuis, 2007, p. 11 et 188*).

Dans ces conditions comment oser encore affirmer que l'espace rural existe ? On le peut pourtant, à condition d'adopter une attitude pragmatique, c'est-à-dire en le définissant en terme relatif, à défaut de pouvoir le délimiter quantitativement dans l'absolu. En effet, l'espace rural est une portion de l'espace global qui ne peut se définir, et se comprendre, que par rapport à celui-ci : il est donc relatif, ce qui est considéré comme urbain ici, pouvant être appréhendé comme rural ailleurs. Trois critères, tous relatifs, permettent de l'approcher. La densité d'abord qui me semble essentielle : est rural un espace, non seulement à faible densité relative d'habitants, mais également à faible densité de constructions, d'emplois, d'équipements, de commerces, de services, de voies de communications ; on sait, par exemple, que le poids de la distance reste plus lourd à la campagne qu'en ville, les navettes quotidiennes des périurbains le démontrant d'une façon spectaculaire. Second critère, le paysage : est rural un espace qui se caractérise par la prédominance des forêts, des champs, des prés et des prairies. Troisième critère, est rural un espace où les activités agricoles tiennent une place relativement importante, sinon en terme d'emploi, du moins en terme de territoire occupé.

L'urbanisation des campagnes dont parlait E. Juillard ou leur « citadinisation », se traduisent donc moins par des transformations de l'espace lui-même (augmentation des diverses densités, transformation des paysages, réduction des surfaces agricoles) que par les changements sociaux, économiques et culturels qui touchent ses habitants. Dans une certaine mesure, c'est moins la coquille qui change que l'escargot lui-même... Dans le Doubs par exemple, alors que l'espace rural (communes périurbaines incluses) a gagné 47 000 habitants entre 1975 et 1999, la densité de sa population n'est passée (à surface constante) que de 30 à 45 hab./km², ce qui n'est évidemment pas négligeable, mais qui reste très éloigné des 823 hab./km² des pôles urbains. De ce point de vue, la campagne restera encore longtemps rurale !

Les transformations paysagères elles-mêmes, contrairement à ce que l'on avance souvent, restent généralement marginales. Toujours dans le Doubs, les surfaces artificialisées (maisons, zones commerciales ou industrielles, parkings, voies de communications, espaces de loisirs, etc.), malgré une rapide extension (11% de

1984 à 1997), ne couvrent encore que 5% de la surface totale du département. Même aux alentours de l'agglomération parisienne, les surfaces artificialisées tiennent beaucoup moins de place qu'on ne le croit : l'agriculture occupe encore 70% du territoire et la forêt près du quart, ne laissant que 6% aux zones artificialisées. (Larceneux, Boiteux-Orain, 2006, p. 10). Dans ces conditions les géographes ruraux ont donc encore de vastes et de stimulantes recherches à réaliser, éventuellement avec les collègues d'autres disciplines. Mais ceci à quelles conditions ?

Des pratiques interdisciplinaires plus faciles avec certains ?

Pour que la géographie rurale soit « *en droit d'attendre (un bénéfice) de sa collaboration avec les autres disciplines* » et pour qu'elle puisse leur en « *apporter en retour* », comme le dit l'appel à communication, que faut-il ? Qu'elle soit d'abord une géographie, c'est-à-dire qu'elle étudie l'organisation, le fonctionnement et la dynamique du territoire, celui-ci étant conçu comme l'espace qu'un groupe utilise pour ses propres besoins qu'ils soient économiques, sociaux, politiques, juridiques, culturels, affectifs. Elle doit le faire avec ses propres concepts, ses propres méthodes et ses propres techniques. Toutefois, le problème ne se pose pas tout à fait de la même manière selon les disciplines sœurs.

Dans la mesure où l'on peut considérer la géographie urbaine comme une discipline particulière (ce que je ne crois pas), les géographes ruraux ont évidemment tout intérêt à travailler avec ceux de leurs collègues qui la pratiquent, notamment sur les campagnes périphériques des villes. Considérant que ces campagnes sont, pour l'essentiel, fonctionnellement urbaines puisque leurs habitants dépendent largement des emplois, des commerces et des services urbains, ils peuvent à juste titre s'y intéresser. Avec ces géographes la collaboration ne devrait pas poser de problèmes fondamentaux et même se révéler très féconde avec le regard croisé du ruraliste, qui aura peut-être tendance à voir dans la périurbanisation plutôt les effets positifs (accroissement de la population, réimplantation de services, etc.), et du géographe urbain qui y constatera éventuellement plutôt les effets négatifs (fuite des citadins et des activités en dehors de la ville, etc.).

Côté historiens, la collaboration est également relativement facile, la plupart des géographes, du moins les plus anciens, étant tous passés sous les fourches caudines des historiens ; par ailleurs la plupart de ces derniers ont l'habitude de « manier » du territoire. A ceci près toutefois que l'historien a tendance, en simplifiant, à s'attacher à tout le passé d'un territoire (dans la limite de son objet d'étude, évidemment), alors que le géographe se focalise essentiellement sur ce qui, dans le passé, explique le présent, c'est-à-dire à la mémoire du territoire et de ses habitants.

Côté économistes certains, délaissant les aspects les plus théoriques de leur discipline, travaillent comme nous à partir de données qui leur permettent de décrire, de classer et d'interpréter les territoires. Je pense particulièrement à

certaines économistes dijonnais qui, disposant d'ailleurs de moyens sans comparaison avec les nôtres, ont publié des travaux de grande valeur (Perrier-Cornet dir., 2002). On ne peut que s'en féliciter, l'essentiel, au plan des résultats du moins, n'étant pas que ce soit telle ou telle discipline qui fasse avancer nos connaissances, mais que celles-ci progressent... Avec ces économistes pas de problème de collaboration non plus puisque concepts, méthodes et techniques sont quasiment identiques. Des géographes travaillent d'ailleurs à l'aise dans ces équipes.

Pour d'autres économistes, du moins ceux qui ne méprisent pas ou n'ignorent pas la géographie (j'avais entendu dire, lors d'une réunion Inra à Montpellier, que l'espace rural n'avait pas été étudié avant les années quatre-vingt-dix...), la collaboration avec des géographes peut-être féconde, à condition que chacun reste dans sa spécialité. Je prendrai l'exemple d'une étude sur le prix du paysage dans un espace périurbain, réalisée par les géographes du Laboratoire Théma de l'Université de Franche-Comté (qui sont de vrais ruralistes, même s'ils viennent de la morphologie et de la climatologie puisqu'ils travaillent sur le paysage) et par des économistes de l'Inra de Dijon (*Cavailhès, Joly, 2006*). Exemple particulièrement démonstratif car chaque discipline a mis en oeuvre ses propres concepts, méthodes et techniques, pour se rejoindre sur un thème commun, le paysage, vu dans son aspect visuel pour les géographes et son aspect financier pour les économistes.

En effet, les géographes ont reconstitué, avec des images en trois dimensions (avec Corine Land Cover, BD Carto de l'IGN, etc.) les paysages d'environ 300 communes périurbaines de Dijon. Ce qui permet de reconstituer à la fois ce que verrait un observateur virtuel situé au-dessus et à l'intérieur même d'un paysage ainsi que, symétriquement, la façon dont il serait vu par un autre observateur. De leur côté, les économistes ont cherché à estimer la part qui revient au paysage dans le prix d'un bien immobilier, en distinguant les critères intrinsèques qui font le prix d'une maison (taille, date de construction, confort, équipements, etc.), et les caractères extrinsèques : distance à la ville, accessibilité, enfin paysage. Pour évaluer ce bien non marchand qu'est le paysage, ils ont utilisé leur propre méthode, celle des prix hédonistes. Outre l'estimation du prix moyen du paysage (environ 2,3% du prix d'une maison), l'étude fournit d'autres résultats très géographiques comme l'évolution du prix d'un mètre carré de terrain en fonction des coûts de transport ou le prix de la qualité du voisinage. Je soulignerai que ces méthodes géographiques et économiques ont l'immense mérite d'être reproductibles et leurs hypothèses réfutables, donc scientifiques. C'est justement avec d'autres chercheurs, qui ne présentent guère ce genre de méthode, que se posent les vraies questions.

Des pratiques interdisciplinaires plus difficiles avec d'autres ?

Faut-il être un peu sociologue pour travailler avec les sociologues, un peu ethnologue pour collaborer avec les ethnologues, etc. ? Je reprendrai volontiers le mot de Roger Brunet : « Je ne crois pas du tout que ce soit en se fondant dans un

magma indifférencié de discours sociologisant (que la géographie peut être utile à tous) : comme pour la construction d'une maison, l'interdisciplinarité est féconde quand elle associe des spécialistes et non des bricoleurs polyvalents » (R. Brunet, 2003, p. 18). Je le crains d'autant plus qu'une certaine géographie (culturelle, humaniste) semble dériver vers une sociologie ou une ethnologie postmodernes, en oubliant parfois l'objet de la géographie (le territoire) et les méthodes qui font d'elle une discipline scientifique.

Quand A. Bailly souhaite que « amour, art, science et politique se rejoignent dans l'analyse géographique », je dis pourquoi pas, mais dans certaines conditions ? Quand il appelle à une irruption du monde poétique dans le monde scientifique », je suis plus méfiant et je me demande comment il l'entend : les poètes peuvent-ils nous apprendre quelque chose avec leur perception de l'espace ? Certainement. Ou bien la géographie doit-elle devenir poésie ? Et là je ne suis plus d'accord. Enfin, lorsque « plus que science, la géographie devient art », je ne suis plus du tout d'accord : l'artiste cherche à montrer sa différence et, presque par définition, refuse de se plier à une discipline, justement. Que l'on se comprenne bien : il ne s'agit pas de dénier à la géographie le droit d'analyser « l'inscription spatiale des faits de culture (et) symétriquement la dimension culturelle des comportements, objets et phénomènes spatiaux » ou de « montrer l'importance du vécu ou des représentations » ou encore que « l'affectivité (soit considérée comme) un déterminant géographique » (J. Bavoux, 2002, p. 137) dans la différenciation spatiale. Ce n'est pas à Caen, où Armand Frémont nous a appris ce qu'est l'espace vécu, que l'on va le contester.

Toutefois, au risque d'être considéré comme un horrible néopositiviste, j'estime que les questions fondamentales de la géographie doivent d'abord être posées : où sont les choses et les gens, pourquoi là et pas ailleurs ; pourquoi là plus qu'ailleurs, pourquoi ça fonctionne comme ça ici et autrement ailleurs et où tout cela mène-t-il ? Et, si tout individu spatial (que ce soit un homme ou un lieu) est unique, il n'en est pas moins vrai que nous devons nous préoccuper de « généralisation, c'est-à-dire de la recherche de principes d'ensemble qui s'appliquent à un grand nombre d'individus et permettent de les situer les uns par rapport aux autres et de les comprendre » (F. Durand-Dastès, 2009, p. 133). En somme rechercher, sinon des lois, du moins des règles, des logiques dans la répartition, le fonctionnement et la dynamique des choses et des gens dans l'espace. Si l'on est obligé de passer par le particulier (je pense aux interviews, aux enquêtes), encore faut-il le faire avec des méthodes et des techniques systématiques qui soient reproductibles dans l'espace et dans le temps, de façon à obtenir des résultats qui puissent être confrontés terme à terme. C'est ce que j'ai essayé de faire dans les *Campagnes du Doubs*.

En sens contraire, si la géographie est un art, elle ne peut être une discipline scientifique, encore moins une science. Elle devient le simple point de vue de Monsieur X ou de Madame Y, qui peut être intéressant mais qui n'a finalement pas plus d'intérêt scientifique qu'un propos de comptoir. Ce sera ma conclusion.

Bibliographie

- Auriac F., 1983, *Système économique et espace, le vignoble languedocien*, Paris, Economica, 221 p.
- Bailly A.S. et al., 1984, 1991, 1998, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, A. Colin, 201, 247, 333 p.
- Bavoux J.J., 2002, *La géographie, objet, méthodes, débats*, Paris, A. Colin, 239 p.
- Bertrand C., G., 1975, *Pour une histoire écologique de la France rurale*, in *Histoire de la France rurale*, t. 1, Paris, Le Seuil, 545 p.
- Bonnamour J., 1993, *Géographie rurale, position et méthode*, Paris, Masson, 134 p.
- Brunet P., 1992, *Atlas des paysages ruraux de France*, Paris, éd. P. de Monza, 200 p.
- Brunet R., Ferras R., Théry H., 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation française, 470 p.
- R. Brunet, 2003, in *Géocarrefour, Les références des géographes*, n°1, 2003, p. 18)
- Bermond M., Viret J.L. éd., 2007, *Société, pouvoirs et politique dans les campagnes*, Caen, Enquêtes rurales n°11, 174 p.
- Bulletin de l'Association de Ruralistes Français, 1986, « Les études rurales sont-elles en crise ? », n°41-42, Actes de la table ronde de Gif-sur-Yvette, 79 p.
- Cavallès J., Joly D., 2006, *Les paysages périurbains et leur prix*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 206 p.
- Chapuis R., 2007, *Vers des campagnes citadines, le Doubs (1975-2005)*, Besançon, Cêtre, Presses Universitaires de Franche-Comté, 206 p.
- Chapuis R., 1984, 1991, 1998, « La géographie agraire et la géographie rurale », in *Les concepts de la géographie humaine* (Bailly et al.), Paris, Masson, p. 101-110, p. 113-123, p. 149-164
- Chapuis R., Brossard Th., 1986, *Les ruraux français*, Paris, Masson, 225 p.
- Ciattoni A., Veyret Y., 2003, *Les fondamentaux de la géographie*, Paris, A. Colin, 219 p.
- Claval P., 1998, *La géographie sociale et culturelle*, in *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, A. Colin
- Durand-Dastès F., 2009, in *Géographes génération 1930*, Rennes, Presse Universitaires de Rennes, 227 p.
- Frémont A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF, 223 p.
- Jean Y. dir., 2007, *Géographies de l'école rurale*, Paris, Ophrys, 304 p.
- Jousseume V., David O., dir., 2007, « Patrimoine, culture et construction identitaire dans les territoires ruraux », *Norois*, n°204, 128 p.
- Kayser B., 1990, *La renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, A. Colin, 316 p.
- Kayser B., 1989, *Les sciences sociales face au monde rural, méthodes et moyens*, Toulouse, Presses de l'Université du Mirail, 144 p.
- Kayser B., 1987, *Le regard des géographes sur l'espace rural et les sociétés rurales*, *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, p. 303-314
- Larceneux A., Boiteux-Orain C., *Paris et ses franges : étalement urbain et polycentrisme*, Dijon, Editions Universitaires, 270 p.
- Le Caro Y., 2007, *Les loisirs en espace agricole*, Rennes, Presses Universitaires, 431 p.

Mendras H. 1959, *Sociologie de la campagne française*, Paris, PUF, 128 p.

Perrier-Cornet Ph. dir., 2002, *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, Paris, Datar, 275 p.

Sautter G., 1986, *La géographie rurale en crise ?* Etudes rurales, juillet-décembre p. 259-274

Charvet J.P., 2007, *Agriculture et développement durable*, in Veyret Y. dir., *Le développement durable*, Paris, Sedes, 432 p.